

BILLET DE BLOG 27 octobre 2020

Concilier la relance et la durabilité sur le terrain : le rôle des banques publiques infranationales de développement

Auteurs

Maria Alejandra Riaño

Chercheuse associée

Sergio Gusmão Suchodolski

Chercheur sénior, Centre brésilien des relations internationales (CEBRI)

Cinthia Helena de Oliveira Bechelaine

Responsable des activités liées à l'impact et à la durabilité, Banque de développement du Minas Gerais, BDMG (Brésil)

Adauto Modesto Junior

Économiste, Banque de développement du Minas Gerais, BDMG (Brésil)

🕒 Temps de lecture: 7 min



Le sommet « Finance en commun » et la 14e conférence internationale de recherche de l'AFD sur le développement placent les banques publiques de développement (BPD) sur le devant de la scène en tant qu'acteurs clés d'une reprise responsable et durable dans le contexte de la crise mondiale liée à la Covid-19. Les BPD peuvent assurément devenir un élément moteur du changement dans les territoires et aider à construire un avenir meilleur sur le plan mondial et local. Le moment est venu de libérer leur potentiel largement inexploité, en particulier en ce qui concerne les banques nationales de développement (BND) et les banques infranationales de développement (BID), et d'en faire des acteurs financiers clés pour mieux reconstruire et pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de ses Objectifs de développement durable (ODD).

Ce billet est co-signé par une chercheuse de l'Iddri (auteure d'une étude sur les [pratiques des banques de développement en vue de l'alignement avec l'Agenda 2030](#)) et trois membres de la BDMG (Brésil).

Penser localement, agir globalement

Dans une étude récente, l'OCDE estime que 65 % des 169 cibles liées aux 17 ODD ne pourront être atteintes sans véritable engagement et sans coordination des gouvernements locaux et régionaux¹. En outre, la crise de la Covid-19 a rappelé avec force le caractère intégré et interdépendant des défis communs et mondiaux auxquels nous sommes confrontés, plaçant la sphère locale au premier plan de la lutte contre la pandémie.

Les mesures visant à mettre en œuvre l'Agenda 2030 doivent être universelles, tout en se répercutant au niveau national et local où les vulnérabilités deviennent concrètes et où l'on peut observer des interdépendances systémiques plus profondes entre les objectifs et les cibles.

Les plans de reconstruction doivent donc être ancrés dans les territoires. Pour cela, il est important que les efforts de financement restent liés au renforcement du développement des économies et des communautés locales, en accélérant la mise en œuvre de l'Agenda 2030. L'engagement de tous les acteurs financiers – publics et privés – est nécessaire, et les BPD, en particulier les BND² et BID de premier niveau, pourraient s'avérer des pièces stratégiques du puzzle.

Les BND et les BID, catalyseurs des transformations territoriales et de la reconstruction durable

Outre leurs rôles traditionnels, tels que le financement des investissements à long terme³, l'atténuation des défaillances du marché⁴, l'octroi de crédits aux secteurs et segments vulnérables présentant des risques plus élevés⁵, l'aide contra-cyclique aux économies pour les aider à sortir de l'instabilité financière⁶, les BPD deviennent également d'importants développeurs de nouveaux modèles commerciaux et des alliés clés dans la mise en œuvre et le financement des ODD.

Au niveau national et local, les BND et les BID peuvent être les moteurs du développement durable de leurs territoires. En étant plus proches des besoins et des défis qu'elles sont appelées à relever grâce à leurs interventions, ces banques sont en mesure d'identifier les priorités locales, de réorienter leurs stratégies internes en place ou d'en élaborer de nouvelles pour répondre aux besoins et aux particularités de leurs régions, tout en soutenant les efforts de reconstruction durable. En outre, en pensant au niveau local, ces BPD peuvent soutenir les transformations structurelles nécessaires à la construction de sociétés durables.

Les BND et les BID sont des portails stratégiques permettant d'orienter le soutien financier vers les communautés, entreprises et entrepreneurs locaux. Par ailleurs, en agissant en partenariat avec des institutions nationales et multilatérales plus importantes, elles contribuent à mieux canaliser les ressources financières et techniques mondiales disponibles pour favoriser l'impact local en adaptant des exigences de gouvernance et de fonctionnement complexes à des approches pratiques et pragmatiques adaptées à leur environnement local⁷.

Bonnes pratiques

Les BPD mettent clairement en œuvre des pratiques innovantes, à tous les niveaux des processus stratégiques et opérationnels comme l'évaluation des projets ou la gestion de portefeuille, mais aussi en termes de culture de l'organisation, et dans leurs relations et partenariats avec d'autres acteurs. Bien qu'elles n'en soient encore qu'à leurs débuts, ces pratiques constituent une très bonne base de partage et d'inspiration pour l'action des banques et des autres acteurs financiers⁸.

Le cas des BID, qui sont les plus proches de la réalité locale et des communautés et municipalités mal desservies, est particulièrement intéressant. Même si elles sont plus petites et ne disposent pas de la capacité financière des autres BND ou banques multilatérales de développement, elles ont compris que le renforcement de leur rôle consultatif était une occasion unique de contribuer à la mise en œuvre des ODD sur leur territoire. D'une part, elles cherchent à favoriser un dialogue prolongé et permanent avec leurs clients et bénéficiaires finaux – avant et pendant la durée de vie d'un investissement – en offrant des conseils et un soutien dans la préparation des projets. D'autre part, elles commencent à jouer un rôle central en tant que leaders et innovateurs politiques, en servant de relais, d'ancrages locaux et de coordinateurs, capables de rassembler les principaux acteurs publics et privés autour des priorités du développement durable.

Parier sur l'alignement des ODD : le cas de la BDMG

Un exemple intéressant de BID est celui de la Banque de développement de l'État du Minas Gerais (BDMG), la plus grande banque de développement d'État au Brésil, qui s'efforce de devenir un agent de mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de ses ODD.

Les BID, comme la BDMG, ont la capacité de cibler leurs ressources en fonction du contexte régional ou local, dans des pays comme le Brésil, en mettant en œuvre l'agenda mondial sur le terrain et en servant de porte d'entrée vers les investissements durables pour les pays en développement. La BDMG s'est établie en tant que plate-forme de services financiers et de connaissances, offrant des lignes de crédit, mais également engagée dans la préparation de projets et l'assistance technique. Elle est aussi le principal fournisseur de crédit des 853 municipalités du Minas Gerais.

Comme l'indiquent son rapport de durabilité 2019 et sa nouvelle feuille de route stratégique (2020-2024), la BDMG cherche à avoir un impact sur le développement en accord avec les ODD en engageant d'importantes transformations tant au niveau stratégique qu'opérationnel. En proposant un portefeuille aligné sur l'Agenda 2030, elle a progressivement augmenté la disponibilité des crédits destinés aux initiatives dans les domaines de l'énergie propre, de l'innovation et des infrastructures, tout en développant des programmes et des lignes spécifiques dédiés à la valorisation de l'entrepreneuriat féminin et aux fonds de roulement des micro et petites entreprises. Elle vient en outre de lancer un cadre ayant pour objectif de financer ou de refinancer les investissements qui ont des impacts socio-environnementaux clairs et significatifs et qui contribuent aux ODD : le Sustainability Bonds Framework⁹ propose un processus permettant de suivre, d'allouer et de gérer les recettes et qui comprend des catégories de projets sociaux et environnementaux devant être conformes à 13 des 17 ODD et à 28 des 169 cibles des ODD. Par

ailleurs, il offre des lignes directrices claires sur les critères d'éligibilité des projets durables et sociaux, l'exclusion des secteurs ayant des impacts négatifs et des indications pour les rapports d'impact. Dans la période de l'après Covid-19, ce cadre peut aussi s'avérer utile pour orienter les décisions d'investissement vers l'aide et la reprise économique, tout en liant les besoins à court terme aux transformations de long terme.

¹ OCDE (2020), A Territorial Approach to the Sustainable Development Goals: Synthesis report, OECD Urban Policy Reviews, Éditions de l'OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/e86fa715-en>

² Les BPD peuvent offrir des financements directement ou par le biais d'intermédiaires financiers, notamment les banques commerciales privées.

³ Bruck (2001). Development banking concepts and theory. In Principles & practices of development banking ; Vol. 1, Association of Development Financing Institution in Asia and the Pacific.

⁴ Stiglitz (1993). The role of the state in financial markets. The World Bank Economic Review, Volume

⁵ La Porta, Lopez-De-Silanes et Shleifer (2002). Government ownership of banks. NBER Working Paper No. 7620.

⁶ Brei, Schclarek (2013). Public bank lending in times of crisis. Journal of Financial Stability, vol. 9, Issue 4, pp. 820-830.

⁷ Suchodolski et Modesto Junior (2020). Let's Think Small When it Comes to Development Banks and COVID-19. Americas Quarterly.

⁸ Riano et al. (2020). Étude N°

⁹ BDMG (2020). Sustainability Bonds Framework. Disponible sur: <https://www.bdmg.mg.gov.br/sustainable-bonds/>

GOUVERNANCE

IDGM : EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT

ODD

TAXATION